

COMMISSION DE VENISE - LETTRE D'INFORMATION NO. 01/2023

DANS CETTE NUMÉRO:

- Nominations
- Décisions majeures de la session plénière de décembre 2022
- Avis en préparation
- Activités coorganisées par la Commission
- Activités de la Présidente
- Rapports & études, compilations & publications



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

I. NOMINATIONS



NOMINATIONS

ALGÉRIE :

M. Omar BELHADJ
Président, Cour constitutionnelle
Mme Leila ASLAOUI (Membre suppléant)
Juge, Cour constitutionnelle



AUTRICHE – RECONDUITS :

- **M. Christoph GRABENWARTER**
Président, Cour constitutionnelle
- **Mme Katharina PABEL (Membre suppléante)**
Professeur, Université de Vienne



LIECHTENSTEIN – RECONDUITS :

M. Peter BUSSJÄGER
Juge, Cour constitutionnel
M. Wilfried HOOP (Membre suppléant)
Associé, "Hoop & Hoop"



ROYAUME UNIE - RECONDUITS :

- **M. Timothy OTTY**
Avocat
- **M. Murray HUNT (Membre suppléant)**
Directeur, Centre Bingham pour l'Etat de droit



II. DÉCISIONS MAJEURES DE LA SESSION PLÉNIÈRE DE DÉCEMBRE 2022



La Commission de Venise a tenu sa 133e session plénière à la Scuola Grande di San Giovanni Evangelista à Venise, les 16-17 décembre 2022, et **adopté les avis suivants sur** :

- les amendements au Code judiciaire de l'Arménie (conjointement avec la Direction générale des droits de l'Homme et de l'État de Droit du Conseil de l'Europe (DGI)) ;
- certaines questions relatives à la loi sur la confiscation des biens d'origine illicite (le mémoire amicus curiae pour la Cour constitutionnelle **d'Arménie**) ;
- des projets d'amendements au Code électoral et à la loi sur les associations politiques de citoyens de Géorgie (conjointement avec l'OSCE/BIDDH) ;
- l'avis sur le projet de loi du **Kosovo** sur le Bureau d'Etat pour la vérification et la compensation des actifs injustifiés ;
- la déclaration d'inconstitutionnalité d'un parti politique (le mémoire amicus curiae pour la Cour constitutionnelle de la **République de Moldova**) ;
- les suites données à l'avis sur le projet de loi sur la Cour suprême de justice de la République de Moldova (conjointement avec la DGI) ;
- le projet de modifications sur la loi sur le Conseil de la Magistrature et les juges du Monténégro ;
- la législation de la **Serbie**, notamment sur :
 - deux projet de loi mettant en oeuvre les amendements constitutionnels concernant le ministère public ;
 - les suites données à l'avis sur trois projets de loi révisés mettant en œuvre les amendements constitutionnels sur le système judiciaire (le projet de loi sur l'organisation des tribunaux, le projet de loi sur les juges et le projet de loi sur le Conseil supérieur de la magistrature),
 - le cadre constitutionnel et juridique régissant le fonctionnement des institutions démocratiques - droit électoral et administration des élections (conjointement avec le OSCE/BIDDH) ;
- le projet de loi portant modification de certains actes législatifs de **l'Ukraine** visant à améliorer la procédure de sélection compétitive des candidats au poste de juge de la Cour constitutionnelle, précédemment rendu le 23 novembre 2022, en tant qu'avis urgent.

La Commission a **entériné** :

- les avis urgents sur les amendements à la loi sur le président du Monténégro, rendu le 9 décembre 2022, et sur trois lois concernant le système judiciaire de la Roumanie, rendu le 15 novembre 2022 ;
- la compilation des avis et des rapports de la Commission de Venise sur la vérification de l'intégrité des juges et des procureurs.

La Commission a **échangé de vues avec** :

- Mme **Věra Jourová**, Vice-présidente de la Commission européenne et Commissaire aux valeurs et à la transparence ;
- M. **Zühtü Arslan**, Président de la Cour constitutionnelle de Türkiye ;
- M. **Tiny Cox**, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;
- des représentants du **Comité des ministres et du Congrès** des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

TOUTES LES DÉCISIONS DE LA PLÉNIÈRE DE DÉCEMBRE 2022



III. AVIS EN PRÉPARATION (PAR L'ORDRE DE L'ENREGISTREMENT)



1103/2022 - BOSNIE-HERZÉGOVINE

Mémoire *amicus curiae* sur la question de la révision en appel au sein de la Cour de Bosnie-Herzégovine

- **Demande** : Cour constitutionnelle - 13/09/2022
- **Adoption** : mars 2023

1104/2022 - BOSNIE-HERZÉGOVINE

Projet d'avis sur le projet de loi sur les tribunaux

- **Demande** : ministre de la Justice - 30/08/2022
- **Adoption** : mars 2023

1117/2022 - RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Avis urgent sur le projet de loi sur le service de renseignement et de sécurité et projet de loi sur les activités de contre-espionnage et de renseignement externe

- **Demande** : Président du Parlement - 18/11/2022
- **Adoption** : mars 2023

1118/2022 - GÉORGIE

Avis conjoint sur le projet de loi sur la désoligarchisation

- **Demande** : Président du Parlement - 01/12/2022
- **Adoption** : mars 2023

1119/2022 - GÉORGIE

Avis sur suites données à l'avis sur les amendements à la loi organique sur les tribunaux de droit commun

- **Demande** : Président du Parlement - 22/11/2022
- **Adoption** : mars 2023

1120/2022 - AZERBAIJAN

Avis conjoint sur la loi sur les partis politiques (conjointement avec l'OSCE/ODIHR)

- **Demande** : APCE, Commission de suivi - 15/12/2022
- **Adoption** : mars 2023

1121/2022 - UKRAINE

Mémoire *amicus curiae* relative au projet d'amendements constitutionnels relatifs à la nomination et à la révocation du directeur du Bureau national de lutte contre la corruption et du Bureau d'enquête d'État

- **Demande**: Président *par intérim* de la Cour constitutionnelle - 12/12/2022
- **Adoption** : mars 2023

1122/2023 - KIRGHIZISTAN

Avis sur le règlement du Jogorku Kenesh et sur les amendements à la loi sur le règlement du Jogorku Kenesh

Demande : ministre de la Justice - 17/01/2023

Adoption : mars 2023

1123/2023 - UKRAINE

Avis sur la loi sur les minorités nationales (communautés)

- **Demande**: APCE, Commission de suivi - 30/01/2023
- **Adoption**: juin 2023

1124/2023 - RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Avis conjoint de la Commission et de la Direction Générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit (DGI) du Conseil de l'Europe sur le projet de loi sur l'évaluation externe des juges et procureurs

- **Demande**: ministre de la Justice - 13/02/2023
- **Adoption**: mars 2023

IV. ACTIVITÉS COORGANISÉES PAR LA COMMISSION



- 14-15/11/2022 - Strasbourg, FRANCE

"INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET INTÉGRITÉ ÉLECTORALE" - 19e Conférence européenne des administrations électorales

En liant les concepts d'intelligence artificielle et d'intégrité électorale, la 19e Conférence des EMBs a visé :

- à évaluer l'impact de l'utilisation des systèmes d'IA dans l'organisation et la conduite des processus électoraux,
- à évaluer l'impact de l'utilisation des systèmes d'IA sur le travail des administrations électorales, ainsi que
- les leçons à en tirer.



[Conclusions de la 19e conférence](#)

- 22-24/11/2022 - Rabat, MAROC

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : 16ÈME SÉMINAIRE UNIDEM MED

Environ 70 experts internationaux et hauts fonctionnaires du Sud de la Méditerranée (Égypte, Jordanie, Maroc, Palestine* et Tunisie) ont été invités à présenter leur expérience et à échanger leurs points de vue lors du séminaire. Ce séminaire a été l'occasion de présenter les normes et les travaux du Conseil de l'Europe dans ces domaines ainsi que le cadre de l'OCDE pour les talents et compétences numériques dans le secteur public.

- [Rapport final et les recommandations](#)

- 8-9/12/2022 - Astana, KAZAKHSTAN

"PROCÉS CONTRADICTOIRE ET ÉGALITÉ DES ARMES DANS LES PROCÉDURES PÉNALES" - CONFÉRENCE INTERNATIONALE

La conférence a été organisée dans un format hybride et sera ouverte par le président de la Cour suprême de la République du Kazakhstan, M. Zhakyp Asanov. Cet événement a vu la participation de représentants de haut niveau de la Commission de Venise (l'Estonie, la Géorgie, l'Irlande, la République de Moldova et le Royaume-Uni), du Kazakhstan, ainsi que d'autres pays d'Asie centrale (le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan).

- [Plus d'information sur la conférence](#)



WCCJ - NOUVEAUX MEMBRES

La Cour suprême de la Gambie (27/12/2022), la Cour suprême fédérale d'Irak (9/01/2023) et la Cour suprême du Malawie (10/02/2023) ont rejoint la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle (WCCJ) qui compte désormais **121 membres**.

[Site web de la WCCJ](#)

V. ACTIVITÉS DE LA PRÉSIDENTE



- **MONTENEGRO - La Cour constitutionnelle doit devenir opérationnelle sans plus tarder - Déclaration de la Présidente de la Commission de Venise - 23/11/2022**

La Présidente de la Commission de Venise, Mme Claire Bazy Malaurie, a fait la déclaration suivante :

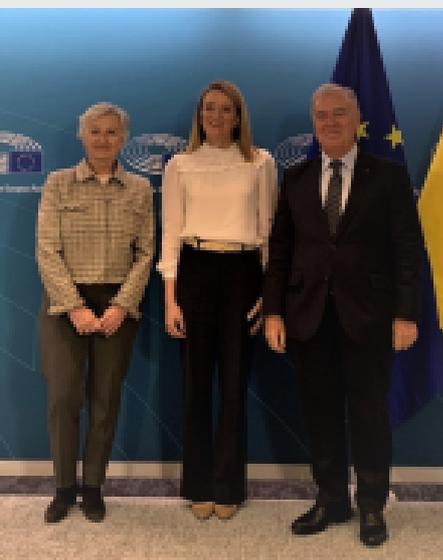
"Les cours constitutionnelles sont les gardiennes des constitutions. Il est essentiel et urgent que la Cour constitutionnelle du Monténégro puisse exercer son rôle en cette période de profonde crise institutionnelle dans le pays.

J'appelle donc toutes les forces politiques siégeant au parlement du Monténégro à montrer leur attachement au fonctionnement démocratique des institutions de l'État et à élire sans plus tarder les quatre juges manquants de la Cour constitutionnelle à la majorité qualifiée, comme le prévoit la Constitution afin d'assurer une composition pluraliste de la

Cour.

La mise en œuvre de la Constitution exige la coopération loyale entre toutes les institutions de l'État. »

[Toutes les déclarations de la Commission et ses Présidents](#)



UNION EUROPÉENNE - ÉCHANGE DE VUES - 05/12/2022

Bruxelles - La présidente de la Commission de Venise Claire Bazy Malaurie et le vice-président Michael Frendo ont rencontré la présidente du Parlement européen **Roberta Metsola** et ont discuté de la manière de renforcer la synergie entre les deux institutions. Le même jour, ils ont échangé de vues avec la vice-présidente de la Commission européenne, **Věra Jurová**, sur les défis actuels de l'état de droit en Europe.



UKRAINE - Suites données à l'avis adopté en décembre 2022 - 25/01/2023

Le 25 janvier 2023, Mme Claire Bazy-Malaurie, Présidente de la Commission de Venise, a envoyé une lettre à M. Ruslan Stefanчук, président de la Verkhovna Rada de l'Ukraine, concernant les suites données à l'avis CDL-AD(2022)054 adopté par la Commission de Venise lors de sa 133e session plénière (Venise, 16-17 décembre 2022).

- [Ukraine - Suites données à l'avis CDL-AD\(2022\)054 \(en anglais\)](#)
- [Texte de l'avis CDL-AD\(2022\)054](#)

RAPPORTS & ÉTUDES À VENIR

- **RAPPORT SUR LES MESURES PRISES DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE À LA SUITE DE LA CRISE DU COVID-19 ET LEUR IMPACT SUR LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT DE DROIT ET LES DROITS FONDAMENTAUX – RAPPORT FINAL**

Demandé par : le Parlement Européen

- **PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE SAINTE EN EUROPE - ETUDE**

- **PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA DÉMOCRATIE DANS LA GOUVERNANCE DE L'UNION, EN PARTICULIER LA SÉPARATION DES POUVOIRS, LA RESPONSABILITÉ ET LES FREINS ET CONTREPOIDS - ÉTUDE**

Demandé par : la Présidente du Parlement Européen

- **FÉDÉRALISME ET BICAMÉRALISME - ÉTUDE**

- **INDÉPENDANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE : PARTIE I – JUGES ; PARTIE II – PROCUREURS - RAPPORT (MISE À JOUR)**

- **COMPOSITION DES COURS CONSTITUTIONNELLES - RAPPORT (MISE À JOUR)**

COMPILATIONS

- **JUSTICE CONSTITUTIONNELLE (MISE À JOUR)**
- **PROTECTION DES MINORITÉS NATIONALES (MISE À JOUR)**

à venir :

- **PROTECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES (MISE À JOUR)**
- **AMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS (MISE À JOUR)**

PUBLICATIONS



- **E-BULLETIN DE JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE - NUMÉRO 2022/2**

Abonnez-vous ici :

<https://www.venice.coe.int/files/bulletin/eBulletin-subscription.html>

- **LA COMMISSION DE VENISE - CHIFFRES CLEFS 2022**

à venir:

- **RAPPORT ANNUEL 2022**



La Commission européenne
pour la démocratie par le droit

La Commission de Venise
du Conseil de l'Europe

Suivez-nous sur Twitter:

@VeniceComm (anglais)

@commission_de (français)



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

www.venice.coe.int